



Déclaration liminaire de l'UNSA Education au CSA-SD 07 du 16 octobre 2025

**Monsieur le directeur académique,
Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD 07,**

Ce CSA-SD se déroule dans un contexte de crise politique et d'instabilité gouvernementale maximum. Voici cette semaine nommé notre 7^{ème} ministre de l'Education Nationale depuis mai 2022, soit à peine plus de 3 années scolaires : la moitié du cursus d'un élève, dans le primaire ou le secondaire.

Mais alors que l'actualité est marquée par la chute d'un gouvernement à peine nommé, la nouvelle nomination de Sébastien Lecornu à Matignon malgré sa démission, et la composition d'un second gouvernement Lecornu à la hâte il y a quelques jours ; ce n'est pas le casting qui pose problème, c'est le cap.

Le 13^{ème} baromètre de l'UNSA Education révèle que seuls **6% des personnels se disent en accord avec les orientations politiques**, alors que 65% se disaient en accord il y a 10 ans ! Depuis 2017, quelle que soit la personnalité à la tête des ministères, une même logique s'impose : demander toujours plus avec toujours moins. Les réformes se succèdent et s'empilent, sans bilan. Monsieur Lecornu hérite d'un mandat difficile ce qui est attendu, ce n'est pas une griffe différente en bas des décrets. C'est un changement d'orientation, clair et durable.

Pourtant nos collègues aiment leur métier : 90,3 % déclarent l'aimer. Mais ils sont de moins en moins nombreux à se dire heureux de l'exercer : 73 % en 2025, c'est 8 points de moins en 7 ans. Ils sont pourtant seulement **22% à le conseiller** à un jeune de leur entourage. Comment peut-on détourner de leur vocation des femmes et des hommes qui avaient choisi ce métier ? Le fonctionnaire bashing auquel nous assistons depuis des années n'y est pas étranger. Il abîme les personnels. Il mine l'engagement.

Conséquences : elles et ils sont de plus en plus nombreux à envisager de quitter le métier, alors que nous connaissons une crise de recrutement sans précédent.

Malgré cela, et après avoir affirmé pendant des années que l'école était une priorité, le projet de budget 2026 présenté par le Premier ministre confirme, selon le SE-Unsa, **le désengagement massif de l'exécutif envers l'Éducation nationale**. La relégation du ministère de l'Éducation au **9^e rang de l'ordre protocolaire** n'était pas qu'un symbole : elle préfigurait une **école publique devenue grande cause de relégation nationale**.

Sous couvert de **baisse démographique**, le gouvernement s'autorise à **supprimer massivement des postes** dans notre ministère (4 600 postes d'enseignants pourraient être supprimés). Un prétexte court-termiste, alors même que les besoins d'encadrement, de remplacement et d'accompagnement aux élèves en situation de handicap restent considérables et sans réponse.

Les défis majeurs, tels que **fonctionnarisation des AESH** et le **renouvellement de plus de 300 000 agents dans les dix ans à venir**, sont purement ignorés.

Le budget 2026 fait de **l'Éducation nationale la variable d'ajustement d'un exécutif sans ambition**, défendu par un ministre sans poids politique.

Pour l'UNSA Education, si rien ne change l'attractivité s'effondrera, encore. Mais nous refusons la résignation. Nous refusons le renoncement. Dans les prochaines semaines, nous serons reçus au ministère et nous le rappellerons partout, et avec tous les partenaires qui partagent cette ambition : Parce que l'École publique est le cœur battant de la République. Et parce qu'elle mérite mieux que l'épuisement et le dénigrement. Notre système d'éducation mérite un pacte social clair et durable, respectueux de nos collègues qui tiennent, sont debout et engagés.

Noémie POBEL, Juliette CREPIEUX pour l'UNSA Education 07